

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 26/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAULSTRA

2 rue Turgot
BP 26
27150 Étrépagne

Références : UBDEO.2024.04.152.ERC.AB
Code AIOT : 0005801756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement PAULSTRA implanté 2, rue Turgot 27150 Étrépagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAULSTRA
- 2, rue Turgot 27150 Étrépagne
- Code AIOT : 0005801756

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAULSTRA est spécialisée dans la production de pièces anti-vibratoires destinées aux marchés de l'industrie, des activités ferroviaires et de l'aéronautique.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dépassement legionella	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2.a	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Bruit/plainte	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les faits non-conformes ci dessous nommés font l'objet d'une proposition de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet de l'Eure de mise en demeure en application de l'article L. 171- 8 du code de l'environnement :

- Faits non conforme par rapport à la révision de l'analyse méthodique des risques (arrêté ministériel du 14 décembre 2013, article 3.7.I.1.a) : L'analyse méthodique des risques doit être révisée tous les 2 ans. L'exploitant doit revoir sous un délai de 3 mois, son analyse de risque pour s'assurer que tous les facteurs des risques liés à l'installation sont pris en compte.

- Faits non conforme par rapport aux actions correctives identifiées par l'analyse méthodique des risques (arrêté ministériel du 14 décembre 2013, article 3.7.I.1.a) : L'analyse méthodique des risques a identifié une absence de maîtrise du risque au niveau du bras mort n°3. L'exploitant doit supprimer sous un délai de 3 mois ce bras mort.

Des demandes de justificatifs appellent des réponses de l'exploitant sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis une analyse méthodique de risque légionelle (AMR) réalisé par Yret Solutions le 10 février 2022. Cette analyse date de plus de 2 ans.

Le schéma de principe de l'installation annexé au dossier date du 21 novembre 2005.

Sur ce schéma il n'apparaît pas :

- la localisation du point de prélèvements,
- la localisation de l'ajout des produits de traitement,
- la localisation du point de purge,

Ce document reprend l'analyse de risque établit lors de la visite du 10 février 2022 et celles réalisées lors des précédentes visites du prestataire.

Lors des précédentes visites du prestataire, il avait été mis en évidence des risques importants. Notamment un risque de prolifération de légionella et un risque liés à la gestion et aux mesures de prévention en place. Un échéancier des actions correctives a été proposé par le prestataire. Le prestataire a actualisé l'état d'avancement de l'exploitant au niveau de ses actions correctives.

Le 10 février 2022, Yret solution a évalué à nouveau le risque. Il est mis en évidence une absence de maîtrise de risque sur un bras mort, 3 autres points apparaissent avec une maîtrise des risques insuffisants. Ces préconisations complètent les précédentes.

L'exploitant a transmis son plan d'action mis à jour en date du 23/04/2024. 15 actions ont été réalisées, 1 a été annulée (calfeutrage de la fosse de reprise), car l'exploitant indique qu'il y eu peu de débris retrouvés lors du nettoyage de décembre et 1 action n'a pas été réalisée (suppression du bras mort numéro 3). L'inspection constate que le plan d'action de l'exploitant ne reprend pas la totalité des recommandations présentes dans l'analyse de risque de l'AMR. Par exemple, il avait été prescrit à l'exploitant de supprimer la double canalisation de sortie du château d'eau qui pénalise la tenue du traitement, également l'exploitant devait évaluer des fuites d'eau, ou encore mettre un plan de suivi sur le bras mort 5 , ...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'analyse méthodique des risques n'a pas été révisée sous le délai de deux ans, comme défini à l'article 3.7.1.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure sur ce point.

L'exploitant doit mettre à jour le schéma de principe de l'installation et ses conditions d'aménagements.

L'AMR mentionne qu'il y a une absence de maîtrise du risque au niveau du bras mort n°3. L'exploitant doit réaliser ces travaux sous un délai de 3 mois. L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des</p> <p>Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en Legionella pneumophila.</p>

Constats :

L'exploitant a transmis les fiches : Entretien préventif d'une installation en marche ou Entretien préventif installation à l'arrêt. Les instructions présentes la méthode des actions à suivre pour la maintenance préventive de la tour aéroréfrigérante.

L'inspection constate que les facteurs de risque identifiés dans l'AMR et les actions définies pour les gérer ne sont pas reprises dans ces fiches et qu'il n'apparaît pas de plan de surveillance définissant les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures.

L'inspection constate que les éléments suivants ne sont pas repris dans les fiches :

- les facteurs de risque identifiés dans l'AMR et les actions définies pour les gérer,
- l'identification des points d'injection des produits de traitement sur le plan de l'installation,
- la présence de la fiche décrivant la stratégie du traitement préventif,
- la date du dernier changement de stratégie de traitement,
- la mention des produits de décomposition des produits de traitement utilisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A la suite de la révision de l'AMR, l'exploitant devra actualiser sous un délai de 3 mois, ses fiches entretien préventif en intégrant les données suivantes :

- les facteurs de risque identifiés dans l'AMR et les actions définies pour les gérer,
- l'identification des points d'injection des produits de traitement sur le plan de l'installation,
- la présence de la fiche décrivant la stratégie du traitement préventif,
- la date du dernier changement de stratégie de traitement,
- la mention des produits de décomposition des produits de traitement utilisés.

Également, l'exploitant devra créer un plan de surveillance définissant les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, comme défini à l'article 3.7.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Ces documents devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dépassement legionella

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2.a

Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement legionella

Prescription contrôlée :

Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila*

<p>inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le résultat en date du 05/02/2024, du prélèvement et de l'analyse réalisée le 19/01/2024 conclut sur une concentration en légionella de 5000 UFC/l . Dans son courrier du 06/02/2024 adressé à la DREAL, l'exploitant indique avoir réalisé un traitement choc le 30/01/2024, à réception des résultats provisoires de l'analyse du 19/01/2024. Afin de confirmer l'efficacité de l'action curative et corrective, l'exploitant a programmé un nouveau prélèvement le 12/02/2024. Soit 13 jours après avoir réalisé le traitement choc.</p> <p>Le délai d'au moins 48 h et d'au plus d'une semaine par rapport aux actions correctives est dépassé.</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant qu'en 2022, 2023, 2024, des dépassements du seuil réglementaire de la concentration en légionelles apparaît chaque mois de janvier. L'inspection constate également que sur les 3 dernières années, il y a, a minima, 3 dépassements annuels des valeurs seuils réglementaires de la concentration en légionelles.</p> <p>L'exploitant indique que la tour aéroréfrigérante est arrêtée une semaine au mois de décembre, et que c'est lors de son redémarrage, qu'il y a une prolifération de légionella. L'exploitant n'a pas d'explication pour les dépassements qui se produisent au cours de l'année.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit revoir sous un délai de 3 mois ses procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point 3.7.l.1.c. Ce point devra être traité dans la révision de l'AMR.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Du noir de carbone est présent sur le sol en quantité importante au-dessous de l'appareil de</p>

vulcanisation. Également, il a été constaté du noir du carbone sur le toit se situant en dessous des dépoussiéreurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit maintenir son installation en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bruit/plainte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit/plainte
Prescription contrôlée : Par courriel du 07 février 2024, un riverain informe l'inspection de nuisances sonores en provenance de l'établissement Paulstra. L'inspection a contacté le jour même l'exploitant par téléphone, pour l'informer de ce désordre. Ce signalement avait déjà été réalisé auprès de l'inspection le 14 mars et le 29 septembre 2014. Par courrier en date du 25 novembre 2014, l'inspection avait répondu au riverain que l'exploitant avait indiqué avoir réalisé des aménagements permettant de réduire les émissions sonores se traduisant par un respect des valeurs limites de bruits.
Constats : L'exploitant s'est rendu chez le riverain, dès qu'il a eu connaissance de cette plainte. Il a identifié la source du bruit. Les nuisances proviennent des souffleuses des 2 dépoussiéreurs localisés dans le bâtiment 3 (émissaires air 20-21). Les sorties de ces cheminées sont en façade. L'exploitant a transmis un devis de mesure de bruit en limite de propriété et un en zone à émergence réglementée. L'exploitant prévoit en cas de résultat non conforme de procéder à une étude de contribution pour déterminer les opérations à réaliser pour réduire le bruit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai de 3 mois réaliser une campagne de mesure de bruit afin de vérifier la situation des émissions sonores de ses installations par rapport aux valeurs limites réglementaires. Cette campagne devra être réalisée en limite de propriété (notamment coté riverain dérangé par le bruit des dépoussiéreurs) et dans les zones à émergence réglementée les plus proches, en particulier chez le riverain ayant signalé les nuisances sonores.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois